

ΚΟΙΝΟ ΓΙΑΝΝΗ ΑΠΡΕΤΩΤΕΩΝ

B 1

ΟΥΟ :
 Γνωστοί
 (Νοεμβ)

Montlouis-sur-Loire - 17 février 1993
 Discours de M. Michel ROCARD

Chers amis, chers camarades,

(...)

Rappelez-vous Foch au pire moment de la bataille de la Marne : "mon centre cède, ma droite recule, situation excellente, j'attaque !" Voilà, chers amis, chers camarades, ma manière de voir et d'agir pour aujourd'hui et pour demain, avec le sentiment que c'est bien une sorte de bataille de la Marne du socialisme qu'il nous faut livrer.

Attaquer, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie d'abord prendre avec lucidité la mesure de la situation et y réagir avec courage. Et cela commence par un rappel.

En 1905, Jaurès créait le premier Parti dans lequel se sont réunis les socialistes. En 1920, ici même, à Tours, naissait sous les auspices de Blum un nouveau parti pour le socialisme démocratique. Celui-ci s'est effondré en juin 40. La Résistance allait ébaucher une troisième formation qui prendrait sa forme durable après la Libération et sous Guy Mollet. Entré en léthargie dans les années 60, ce parti-là laissait la place d'abord à l'esquisse tentée par Alain Savary puis, finalement, au Parti socialiste créé par François Mitterrand.

Que s'est-il passé à chacun de ces changements ? Ce fut la rencontre entre trois éléments : le monde avait changé ; ce changement entraînait des ruptures ; ces ruptures se faisaient dans la fidélité à certaines valeurs. Le monde n'était plus le même après la première guerre mondiale et la Révolution d'Octobre. Le monde n'était plus le même après la seconde guerre mondiale. Le monde avait encore changé, moins violemment, après la fin des guerres coloniales puis de la grande croissance.

Alors, et vous voyez parfaitement où je veux en venir : le monde d'aujourd'hui n'est plus le même que celui de l'époque d'Epinay. 1905, 1920, 1946, 1971, c'est dans cette lignée que devra figurer 1993. Avec le même courage que nos prédécesseurs, avec la même fidélité, je vous invite aussi à une rupture pour, comme eux, accomplir une renaissance.

Pour transformer le monde, il faut le comprendre. Le monde a changé, il nous faut le comprendre à nouveau.

Depuis plus d'un siècle maintenant, nous avons eu une image du monde organisée autour de la production, du travail et de leurs représentations syndicales comme patronales. Nous considérons que la place que chacun occupait dans les rapports de production lui donnait sa place dans une classe sociale. Chaque classe sociale trouvait sa traduction naturelle dans un parti. Et la confrontation des partis suffisait à animer la vie politique. En somme, "dis-moi où tu travailles, où tu habites, ce que faisaient tes parents, si tu vas à l'église et je te dirai comment tu votes et, sans doute, comment tu voteras toute ta vie".

Nos programmes, nos modes d'organisation, et, ce qui est plus important encore, notre manière de voir le monde et les autres, sont encore tributaires de cet héritage. Or le monde qui nous entoure a considérablement changé. Nous sommes entrés dans une société de marché où les inégalités se traduisent sous de multiples formes, mais où le sentiment d'appartenance à une classe, à un mouvement collectif n'est plus perçu comme une réalité, où le changement n'est efficace qu'autant qu'il touche l'individu.

La vie en société se résume de plus en plus souvent à une multitude de trajectoires individuelles, sans liens entre elles, sans solidarités ressenties au-delà d'un quartier, à la rigueur d'une entreprise, parfois seulement d'un métier.

Cela ne signifie certes pas que les conflits de classe aient disparu. Certains chefs d'entreprise devraient se le rappeler. A trop oublier les hommes, voire à en jouer comme dans l'affaire Hoover, l'entreprise qui privilégierait abusivement la productivité financière se verrait bientôt rejetée comme une ennemie de la société. Les entreprises ne seront pas prospères dans un monde salarial en ruines.

Mais, je le répète, la représentation spontanée que chaque individu a de la société a changé. La perception même d'un intérêt général se dilue jusqu'à disparaître, les revendications s'accumulent et deviennent souvent indéchiffrables. Elles se résument dans une sorte de désir vaguement désespéré de reconnaissance : "on ne nous écoute pas, on ne nous comprend pas".

C'est cela qui explique, partout en Europe, la remise en cause des partis et formations traditionnels. C'est cela qui explique, en France, le succès d'opinion des écologistes. Ne nous y trompons pas, et qu'eux-mêmes ne s'y trompent pas non plus : s'ils rencontrent un large écho chez les Français, ce n'est pas seulement parce que ceux-ci ont pris conscience du respect nécessaire de la nature, c'est, je crois, pour une raison plus profonde

encore. Quand les Français ne peuvent plus trouver les ressorts de leur identité dans une classe sociale, ni dans une religion, ni dans une catégorie professionnelle, ni dans une génération, ni même dans un niveau de revenu, que leur reste-t-il pour s'identifier ? Il leur reste ce qui les entoure immédiatement : leur environnement. Leur environnement concret, qu'il soit celui d'une banlieue ou d'une campagne, d'un village ou d'une agglomération. C'est cela qui leur reste car à cela ils peuvent s'identifier, en bien ou en mal, tantôt pour le changer, tantôt pour le conserver à tout prix. L'environnement n'est donc pas seulement la nature et sa charge de chlorophylle, c'est avant tout une histoire sociale avec sa charge de problèmes.

Dans cette réalité multiforme, les clivages sont variés, le malheur social vient de toutes sortes d'exclusions et de contraintes, dans lesquelles on ne peut plus vraiment identifier ni le coupable ni l'adversaire. Alors les grandes politiques nationales ne sont perçues que dans leurs traductions individuelles.

Ne pas le comprendre, ce serait se condamner à un discours décalé par rapport aux réalités ressenties et vécues, en clair, ce serait manier la langue de bois.

La vérité c'est que les clivages sur lesquels vit le système politique ne sont plus ceux sur lesquels vivent les gens. Oui, le courage c'est de le reconnaître lucidement et d'en tenir compte.

C'est un monde nouveau. Il nous faut l'aborder avec des analyses nouvelles et des instruments nouveaux. Mais toujours dans la fidélité à nos convictions. Et notre conviction première, c'est toujours qu'il faut transformer la société qui nous entoure et que nous ne le ferons que par une volonté collective.

Nous, socialistes, sommes résolument dans le camp de la transformation. Oh, certes, il ne s'agit pas de prétendre faire le bonheur des gens malgré eux. Il s'agit d'en créer les conditions pour chaque individu. C'est cela que les gens attendent de nous. Et cela exige de lutter à chaque instant, sans jamais se décourager, sans jamais renoncer. La société parfaite n'existera jamais, mais changer progressivement la société actuelle, ce n'est déjà pas si mal et à cela nous ne cesserons jamais de croire.

Nous l'avons déjà fait et avons le droit d'en être fiers. L'abolition de la peine de mort, la décentralisation, la retraite à soixante ans, la liberté de l'audiovisuel, le RMI, et bien d'autres encore, ce sont des transformations que nous, et le plus souvent nous seuls, avons introduites.

Cette fidélité à la volonté de transformation, elle se traduira dans les fondements mêmes et les perspectives de notre action future.

Songons d'abord à l'égalité des chances et à l'emploi. Ce sont deux thèmes qu'il faut lier. D'abord parce que j'appellerai l'égalité continue des chances. Depuis des décennies nous nous préoccupons de l'égalité des chances et nous croyons avoir fait notre devoir lorsque nous avons mis tous les Français, à égalité, sur la même ligne de départ. L'école laïque, gratuite et obligatoire est supposée y suffire. Eh bien non. L'école n'y suffit pas.

Quiconque n'a pas pu saisir cette chance ne se la voit plus présenter à nouveau. Le voilà inscrit aux pertes et profits d'un système qui ne peut plus grand-chose pour lui. Bien sûr le crédit-formation, que nous avons créé, lui offre un rattrapage possible, mais il est limité et parfois éphémère.

En réalité, nous vivons toujours sur un modèle dépassé, celui d'une vie découpée en trois âges : schématiquement, les vingt premières années durant lesquelles on se forme et on ne fait que cela, les quarante suivantes durant lesquelles on travaille et on ne fait que cela, puis le temps qui reste à vivre durant lequel on se repose et on ne fait que cela.

Cette époque est révolue. Elle ne correspond plus ni aux attentes des gens, ni à l'allongement de la durée de vie, ni aux besoins de la société. Un retraité ne travaille certes plus sous forme salariée, mais il est heureusement loin d'être inactif. Un actif s'active beaucoup, mais heureusement il a également de vrais temps de repos et parfois de nouvelles périodes de formation.

En réalité, la société de demain nous promet un découpage différent de la vie, dans lequel les phases de formation, de travail et de repos s'entremêleront au lieu de se succéder l'une à l'autre.

Et c'est à chacun de ces différents stades que l'égalité des chances devra être assurée, de manière continue et non une fois pour toutes. La société n'en est pas quitte de ses devoirs parce qu'elle a offert une fois l'école. L'égalité des chances est plus exigeante. Chacun a droit à ce qu'elle soit continue, à ce que nul ne soit irrémédiablement abandonné à l'un ou l'autre moment du chemin de la vie.

C'est pour toutes ces raisons que je relie l'égalité continue des chances et la question de l'emploi. Oui il faut partager le travail. Mais il ne suffit certes pas de le dire ainsi. Il faut en créer les conditions et cela passera par une vraie révolution des mentalités.

Parce qu'aujourd'hui dans le travail réside toute dignité, céder un peu de son travail est souvent perçu comme céder un peu de sa dignité, indépendamment même du

problème de revenu. Aussi longtemps que ce sera le cas, le partage ne sera jamais à hauteur du besoin.

Le jour, en revanche, où on cessera d'opposer artificiellement actifs et inactifs, le jour où on comprendra qu'il n'y a pas un âge pour chaque chose mais des temps pour tout, où l'activité accomplie au profit des autres, par goût ou dévouement, ne sera plus perçue comme de moindre valeur que celle effectuée en seule vue de sa rémunération, alors et alors seulement, la société aura fait un progrès vers l'avenir mais elle aura aussi créé les conditions d'un vrai partage du travail.

La politique de l'emploi doit évidemment attaquer le chômage sur tous les fronts, celui de la réduction du temps de travail, de l'accroissement des emplois d'utilité collective, de la diminution des charges sur les emplois moins qualifiés. Oui, sur tous ces fronts-là et sur d'autres encore. Mais cela laisse entier un choix fondamental et préalable : quand, pour reprendre une formule récente, "le travail quitte la société du travail" nous devons amener nos concitoyens à le repenser complètement, à l'organiser différemment.

La deuxième perspective à tracer à notre action future concerne notre espace commun. La Nation c'est son peuple, mais c'est aussi son territoire. La croissance urbaine incontrôlée, le monde rural laissé à son désespoir, ce sont là tout ensemble des ségrégations culturelles et territoriales.

Oui, là aussi il y a de vrais choix à faire, et ces choix sont vraiment politiques. Reconquérir notre maîtrise sur notre territoire, sortir nos terroirs de l'alternative entre le béton ou l'abandon, éviter que la région parisienne grossisse jusqu'à l'hypertrophie sur les dépouilles de la province, tout cela fait partie des urgences. La France serait-elle toujours la France sans le monde rural qui en occupe et en fait vivre l'essentiel du territoire ? Non, évidemment non et aucun de nous ne la reconnaîtrait plus. Alors tout cela, tous les choix que ça implique, forme réellement le pays qui sera celui de nos enfants, beaucoup plus concrètement et plus durablement que bien des sujets qui passionnent les partis.

Dans tout cela, bien sûr, le rôle de l'Etat est déterminant.

L'Etat, pour nous, c'est l'incarnation d'une volonté, de la volonté des hommes lorsqu'il s'agit d'un Etat démocratique; substituée à la force des choses et qui ne laisse pas à l'argent le rôle de référence universelle.

Cet Etat, il doit être plus proche des gens et c'est pourquoi je crois nécessaire d'alléger le style de ses interventions, de le débarrasser de tout ce que son décorum a de superflu et de parfois anachronique. Cet Etat, je le veux engagé dans un dialogue permanent avec

tous ses partenaires, soucieux de concertation plus que d'oukases, évaluant ses politiques avant d'en décréter de nouvelles, reconnaissant ses responsabilités chaque fois qu'elles sont réelles et même avouant ses erreurs pour s'attacher à les corriger, bref, un Etat qui sera d'autant plus respecté des Français que lui-même les respectera.

Or il nous faut un Etat respecté, en particulier pour faire fonctionner à nouveau le creuset de la France. La grandeur de la République, c'est l'unité qu'elle a toujours su créer autour d'elle et par elle. Dans notre pays, même ceux qui vivaient mal avaient l'espoir de vivre mieux et ils avaient surtout la certitude que la Nation ferait son possible pour les y aider. Ce sentiment à lui tout seul, indépendamment des résultats toujours insuffisants, créait une communion de destins, une communion d'attachements que catalysait le principe de laïcité. Nous ne pourrons recréer cette cohésion qu'en faisant collectivement les choix qui s'imposent.

Présenter les grands choix aux Français avec leurs solutions alternatives, organiser la délibération vraie, pour que l'intérêt général se dégage d'une dignité citoyenne retrouvée, cela exige le recours à des formes nouvelles de participations des gens aux choix qui les engagent. Cela s'appelle, à mon sens, la République moderne.

Mais ce monde, notre monde, est un monde dur. Je ne crois pas que nous soient permis le moindre relâchement dans l'effort, la moindre concession à la facilité, qu'il s'agisse du drame du SIDA dont tout le monde n'a pas encore mesuré l'ampleur ou, plus prosaïquement, de problèmes monétaires ou autres. "Rien n'est jamais acquis à l'homme, ni sa force, ni sa faiblesse". Cette parole d'Aragon, à la fois d'espoir et d'exigence, est aussi juste aujourd'hui qu'en 1940.

Aussi bien l'Europe est-elle notre besoin vital autant que notre espoir. Nous sommes une puissance grande par ses ambitions mais moyenne par ses dimensions. Notre grandeur ne viendra que de l'union et du partage. Prenez l'exemple de la monnaie unique. Débattre sur sa nécessité, c'est à mes yeux un débat déjà dépassé : le seul débat qui vaille sur ce sujet, c'est comment faire cette monnaie au plus tôt, quitte si nécessaire à la faire d'abord à quelques uns plutôt qu'à douze.

Rien ne se fera de fort et de durable que dans l'espace européen. Partout existent les forces politiques qui partagent nos espoirs et le récent colloque organisé par Jacques Delors a montré la richesse et le dynamisme de la social-démocratie européenne avec laquelle, partout aussi, d'autres sont prêts à travailler. Nous n'avons pas le droit de laisser en jachère ce champ immense et porteur d'espérance. Nous sommes aussi à l'étroit dans les frontières de notre pays que nous le serions en restant dans les frontières de notre parti.

Or l'histoire n'attend pas. Le nationalisme belliqueux à l'extérieur, la démagogie à l'intérieur, ce sont là, dans l'immédiat, les menaces de demain.

Mais je compte sur la raison des Français pour se ressaisir, pour faire mentir les pronostics les plus sombres. Faut-il encore que nous leur en donnions des motifs.

Vous aurez noté qu'il ne m'a pas semblé utile de parler de la droite. Certains peuvent même en être déçus. Mais je vais vous dire pourquoi : c'est parce que notre problème, aujourd'hui, ce n'est pas la droite, c'est nous. Si les résultats attendus se confirment, ce ne sera pas sa victoire, ce sera notre échec. Alors il n'est pas indispensable de passer trop de temps à mettre ses défauts en lumière, les Français les connaissent. C'est l'ensemble du monde de la politique et de l'audiovisuel que les Français voient aujourd'hui un peu comme nos ancêtres voyaient jadis la Cour de Versailles : un monde trop clinquant, trop éloigné d'eux et soupçonné de toutes les turpitudes.

Ne croyez donc pas qu'ils se fassent des illusions sur la droite mais sachez que si, pourtant, ils songent à lui confier le pouvoir, cela donne la mesure des reproches qu'ils nous font.

Or le premier de ces reproches c'est de ne pas leur avoir toujours dit la vérité, de ne pas avoir reconnu nos erreurs. Nous avons commis une erreur en 1981 lorsque nous promettions monts et merveilles, et nous ne l'avons pas reconnue. Nous avons accompli un virage économique nécessaire et courageux en 1983, et nous l'avons présenté simplement comme un mauvais moment à passer. Et, plus dommageable encore, quelques-uns d'entre nous, en portant gravement atteinte à la probité, ont de ce seul fait cessé de mériter le beau nom de socialistes, et nous avons tardé à le reconnaître. Ajoutons enfin que souvent nous n'avons pas vraiment vu le monde changer autour de nous.

Oui nous avons commis des erreurs, parfois des erreurs graves. Ces erreurs, d'où sont-elles venues ? Avant tout d'un mode de fonctionnement que nous nous sommes donné et qui n'est plus d'époque.

Socialiste je suis depuis toujours et socialiste je mourrai. C'est ainsi que je définis ce à quoi je crois. Mais ce qui est un élément d'identification au plan individuel est devenu un élément de confusion au plan collectif. Dans Parti socialiste, il y a parti et socialiste, or chacun de ces termes doit aujourd'hui être reconstruit.

Le nom même du socialisme s'est forgé dans une conception du monde tout entière basée sur des rapports de production, sur des rapports de classe dont j'ai dit en

commençant qu'ils avaient cessé d'être les seuls fondements de l'action politique. Etre fidèle aujourd'hui c'est prendre acte de ce fait.

Mais que dire du parti lui-même ? Qui peut croire qu'il pourra demeurer une société close attachée à ses rites, pratiquant les querelles de chapelles ou les luttes de courant et prétendant offrir à l'extérieur un discours monolithique par rapport auquel tout désaccord est un drame, toute déviation un sacrilège, et n'acceptant d'alliés que dans la soumission ?

Ce dont nous avons besoin, ce à quoi je vous appelle, c'est un vaste mouvement ouvert et moderne, extraverti, riche de sa diversité et même l'encourageant. Un mouvement qui fédère tous ceux qui partagent les mêmes valeurs de solidarité, le même objectif de transformation. Ce mouvement, j'en avais déjà évoqué les contours à Bordeaux. Il s'étendra à tout ce que l'écologie compte de réformateur, tout ce que le centrisme compte de fidèle à une tradition sociale, tout ce que le communisme compte de véritablement rénovateur, et à tout ce que les droits de l'homme comptent aujourd'hui de militants actifs et généreux.

Et il y a dans tout cet ensemble des femmes et des hommes innombrables qui ont toujours avec nous mené les grands combats. Beaucoup sont aujourd'hui comme orphelins d'une cause, mais toujours disponibles pour se mobiliser à nouveau pour quelque chose qui en vaille la peine.

A ce vaste rassemblement tout le monde devra prendre une part active, à commencer par toi, Laurent, et à suivre par vous tous j'en suis sûr.

Dans ce vaste rassemblement chacun devra trouver sa place et c'est pourquoi, attaché au scrutin majoritaire je crois indispensable d'y ajouter une certaine dose de proportionnelle.

Bien sûr, je sais que la période immédiate se prête mal à ce "big bang" politique auquel j'aspire. Trop d'intérêts contradictoires, trop de considérations tactiques y font aujourd'hui obstacle. Mais dès les législatives passées nous devons bâtir d'urgence le mouvement, l'instrument de transformation dont la France a besoin, avec tous ceux dont les valeurs sont compatibles avec les nôtres, même si certains d'entre eux sont actuellement nos concurrents.

Ils découvriront, ou se rappelleront, combien nous comptons dans nos rangs de militants sincères et désintéressés, d'élus dévoués et expérimentés. Avec un mouvement de ce type, nous pourrons être parmi les premiers à donner forme à une démarche dont on voit bien qu'elle va se généraliser en Europe, dans l'ensemble de cette gauche européenne dont nous avons besoin et qui a besoin de nous.

Oui, décidément, la renaissance à laquelle j'appelle n'est pas un moins, elle est un plus pour la gauche, une urgence pour la France.

Mais cette renaissance ne pourra pas se bâtir sur les ruines de toutes nos espérances. Vous qui voulez demeurer fiers d'être socialistes, vous qui savez être les premières victimes d'un discrédit dont vous n'êtes pas responsables, mobilisez-vous !

Je me bats avec vous pour le succès de nos candidats. C'est pourquoi nous devons tous nous battre. Il nous reste quelques semaines, il faut les utiliser pour faire comprendre aux Français une chose vitale pour leur propre avenir : voter pour nos candidats le 21 mars, ce ne sera plus voter pour le PS d'hier, ce sera donner sa chance à la renaissance de demain.